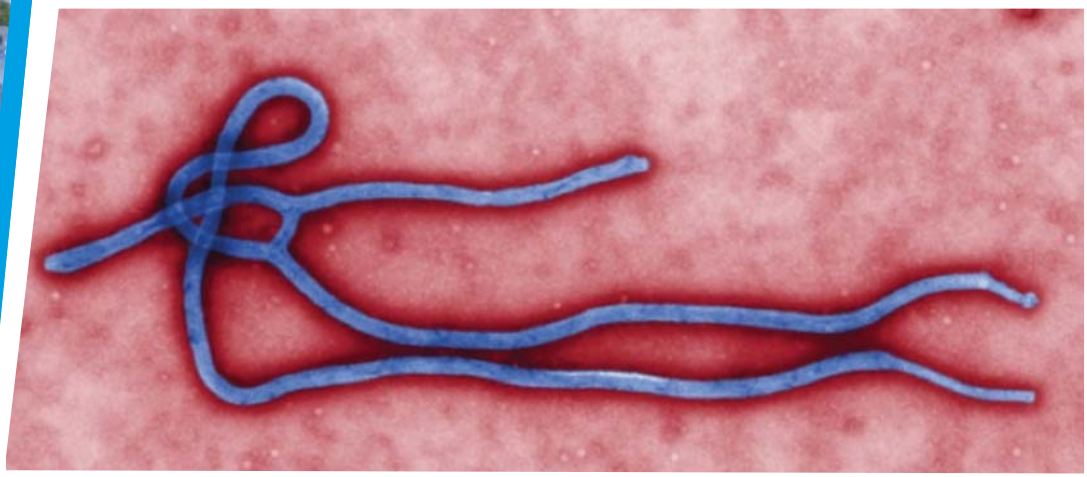
N° 137
Septembre-Octobre 2014

Route des Almadies BP 49 Dakar Sénégal
Tél. (221) 33 879 40 00 / Fax : (221) 33 822 23 45
http://dakar.usembassy.gov

Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des États-Unis au Sénégal

L'USAID apporte son assistance pour contrer le virus Ebola



Depuis la manifestation des premiers signes de l'épidémie d'Ebola en Guinée au début de l'année, l'USAID est aux côtés du Sénégal pour appuyer ses activités de préparation et d'intervention.

Le personnel de l'USAID joue un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan national d'action contre Ebola et - depuis l'arrivée du premier cas confirmé d'Ebola au Sénégal le 30 août dernier – les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) apportent une assistance technique ciblée au Ministère de la Santé dans sa traque des personnes ayant été en contact avec le malade.

Actualités

1 L'USAID apporte son assistance pour contrer le virus Ebola

2 Huit projets de développement bénéficient du fonds Self-Help 2014

3 A la découverte de la gastronomie américaine

4 L'auteur de *I Have a Dream* vit toujours dans notre mémoire

5 Le département américain de l'Agriculture finance un atelier régional sur la biotechnologie

6 Une employée de l'ambassade des États-Unis porte assistance à un élève de Kolda

Focus sur le sommet des dirigeants États-Unis-Afrique

7 Propos du président Obama à la séance d'ouverture du sommet

8 Coopération en matière de sécurité alimentaire

9 Forger des partenariats pour contrer le terrorisme en Afrique

10 L'USAID va investir 38 millions de dollars dans de nouveaux centres régionaux de leadership

11 La campagne Faire des affaires en Afrique

12 Quoi de neuf

Le 6 septembre dernier, l'USAID a annoncé le déboursement d'une enveloppe supplémentaire de 75 millions de dollars pour lutter contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest, portant ainsi à 100 millions de dollars le montant total mobilisé jusqu'à présent. Ce nouveau financement servira à la construction d'installations de traitement d'une capacité pouvant atteindre 1 000 lits, de doter ces centres d'équipements médicaux et d'un personnel médical américain fort de plusieurs centaines de personnes et de satisfaire d'autres besoins.
Ce fonds supplémentaire s'ajoute à un montant d'environ 21,3 millions de dollars déjà engagé à ce jour par l'USAID sous forme d'équipements de protection individuelle, d'eau de javel, de housses mortuaires, d'aide alimentaire et d'autres ressources pour lutter contre l'épidémie au Libéria, en Sierra Léone et en Guinée.

Huit projets de développement bénéficient du fonds Self-Help 2014

Ndimbal na ca fékhh loxol borom
Aide-toi et le ciel t'aidera

Cette année, c'est huit petits projets communautaires qui ont bénéficié du financement du fonds *Self-Help* (fonds d'Auto-Assistance) de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique à Dakar. Le chargé d'Affaires a.i. de l'Ambassade, Mme Sandra Clark, a présidé la cérémonie de signature des contrats de financement avec les bénéficiaires, le 11 septembre 2014, à l'Ambassade.
D'un montant total de 50.000 dollars, les subventions de cette année couvrent des projets sur la culture maraîchère, l'installation de systèmes d'irrigation, les équipements de centres de santé, l'achat de moulins à mil et de machines à fabriquer le savon, et l'achat d'une machine à moudre le fruit du baobab et les noix de karité. Les huit projets seront mis en œuvre dans les régions de Kaolack, Kédougou, Kolda, Louga, Saint-Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor.
En fournissant des financements à de petits projets communautaires, le gouvernement des États-Unis cherche à promouvoir l'autonomie financière et le bien-être social.
Pour la mise en œuvre des projets, l'USAID apporte aux récipiendaires une assistance pour renforcer les capacités organisationnelles des groupes. Les volontaires du Corps de la Paix sont également mis en contribuer pour évaluer certains projets.
La demande d'assistance émane de communautés locales, en collaboration avec le comité local de développement ou des institutions ou agences locales chargées d'activités de développement telles que le Corps de la Paix ou des Organisations Non Gouvernementales actives sur le terrain. Les projets financés doivent servir à améliorer les conditions sociales et économiques du plus grand nombre possible de personnes. Un des éléments essentiels de tout projet *Self-Help* est l'implication de la population locale dans le financement et l'exécution du projet.

Une bénéficiaire signe son contrat de financement à côté du Conseiller économique de l'Ambassade Alexander Gazis et de la coordinatrice du fonds Self-Help Madina Sy.

La philosophie de du fonds *Self-Help* est d'aider des communautés prêtes à s'aider elles-mêmes. C'est pourquoi le programme au Sénégal a adopté le proverbe wolof *Ndimbal na ca fékhh loxol borom* qui pourrait signifier «Aide-toi et le ciel t'aidera».

Les candidats qui souhaitent être pris en considération pour la prochaine ronde de financement sont encouragés à soumettre leur demande au plus tard le vendredi ***27 février 2015, à 13h00***.
Le dossier devra être soumis à l'adresse suivante :

Responsable du fonds d'Auto-Assistance
Ambassade des Etats Unis
Route des Almadies
B.P. 49, Dakar, Senegal
Tel: 221-33.879 46 68 / 221-33.879 40 00
E-mail: SelfHelpS@state.gov

Pour plus d'info sur le fonds Self-Help, visitez http://ow.ly/BDhOT. Pour plus de photos sur la cérémonie de cette année visitez http://ow.ly/BDi4x.

A la découverte de la gastronomie américaine

Le Chargé d'Affaires, a.i. Sandra Clark (à droite) et Mme Joni Dong de l'USDA

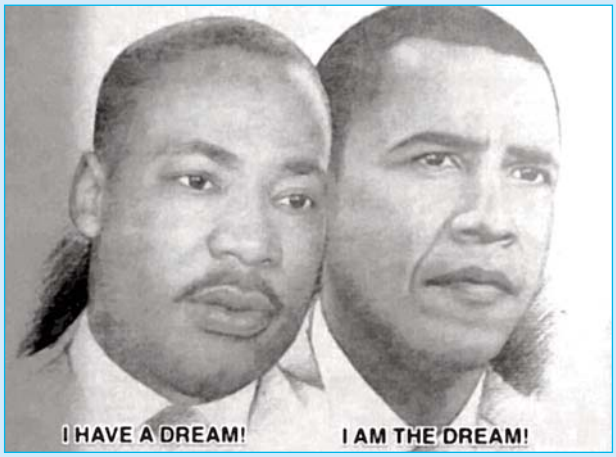
Le Chargé d'Affaires, a.i. de l'Ambassade des États-Unis, Madame Sandra Clark, a présidé, le 12 août 2014, un dîner de promotion des produits alimentaires américains, en présence des professionnels de la viande au Sénégal, ainsi que des invités des secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et de la distribution. Le dîner a été organisé par le bureau du département américain de l'Agriculture à Dakar (USDA). Cet évènement promotionnel autour du bœuf américain fait suite à celui de 2011, qui fût le premier au Sénégal. Il avait permis, par la suite, à la société négoce américaine Poultrade d'importer la première cargaison commerciale de bœuf américain en Afrique de l'Ouest. L'année suivante, un boucher expérimenté, invité par l'USDA, est venu de France pour faire une démonstration des différentes sortes de découpe du bœuf américain. Cette année, c'est l'excellente qualité et le goût fameux du délicieux faux-filet américain qui étaient à l'honneur.

Le département américain de l'Agriculture soutient d'autres activités au Sénégal, notamment les repas donnés aux enfants de Matam par *Counterpart International,* l'aide aux agriculteurs pour améliorer la culture et la commercialisation des noix de cajou avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) du mil et la *Cooperative League of the United States of America* (CLUSA) et le renouvellement des routes secondaires en Casamance avec *Shelter for Life*, qui permettra aux fermiers d'amener plus facilement leurs récoltes dans le marché.
Pour voir plus de photos, visitez : http://ow.ly/BhazA

Dégustation de viandes américaines

28 août 1963 - 28 août 2014

«On peut tuer un penseur mais jamais sa pensée»



*L'auteur de **I Have a Dream** vit toujours dans notre mémoire*

Voilà 51 ans, jour pour jour, que Martin Luther King Jr avait prononcé son fameux discours ***I Have a Dream*** (***«Je fais un rêve»***). Cet homme d'une grande vision et mission a dirigé la marche sur Washington du 28 août 1963 durant laquelle il a prononcé son discours «***Je fais un rêve***» qui a marqué le peuple américain et l'Humanité toute entière. Comme le disait Jean Jacques Rousseau, *«Renoncer à sa liberté c'est renoncer à sa qualité d'homme»*, Martin Luther King Jr n'a pas hésité à défendre cette thèse en appliquant la philosophie de la non-violence de Mahatma Gandhi. Ces principes de la non-violence de Gandhi et de la désobéissance civile de Henry David Thoreau ont fait de lui un Grand Leader. Il a su éveiller la conscience de tout un peuple et prendre son destin entre les mains.

Etant à la tête du Mouvement des Droits Civiques américain, il a acquis, dans les deux années suivant la marche sur Washington, le ***Civil Rights Act***, loi de 1964 qui interdit toute forme de discrimination dans les lieux publics et le ***Voting Rights Act*** qui donne aux noirs américains le droit de vote en 1965. Le bilan sur le sort des noirs américains, en termes d'intégration, révèle un siècle de parcours et de souffrance car l'esclavage fut aboli aux États-Unis en 1865 par le 13ème amendement à la Constitution: date repère dans l'avancée de la démocratie américaine avec les efforts du Président Abraham Lincoln qui, à son tour, avait proclamé la fin de l'esclavage en 1863.

L'homme aux idées vertes et Grand défenseur des droits de l'Homme a donné sa vie pour la cause des Noirs et l'Humanité toute entière. Que c'est beau, à l'occasion de cet anniversaire et par devoir de mémoire, de célébrer sa victoire qui lui a valu l'une des plus belles distinctions que tout combattant aurait rêvée: Récipient du Prix Nobel de la Paix en 1964. Ainsi, le 15 juillet dernier, ces compagnons se sont réunis à Howard University, Washington DC, pour célébrer le cinquantenaire de la loi sur les droits civiques (*Civil Right Act of 1964*). A cette occasion, de grands combattants comme Andrew Young et d'éminents hommes d'Etat américains ont fait de beaux témoignages sur la vie et l'œuvre de Martin Luther King Jr qui , lui-même, disait: *«If a man has not found something so precious that he will die for, he is not fit to* live *(Tant qu'un homme n'a pas découvert quelque chose pour laquelle il serait prêt à mourir, il n'est pas à même de vivre)».* Ses armes de combat sont: l'Amour, la Tolérance, la Négociation et la Patience. Convaincu de ces principes et moyens efficaces pour sauver son peuple et l'Humanité, M. L. King Jr rappelait toujours que *«la race humaine doit sortir des conflits en rejetant la vengeance, l'agression et l'esprit de revanche. Le moyen d'en sortir est l'amour».*

Le rêve qu'il prônait est enraciné dans le rêve américain qui lui a donné raison. Aujourd'hui, son rêve est devenu une réalité surtout avec la victoire du Président Obama, un fils de la diaspora noire et bâtisseur d'un monde nouveau de progrès et de justice. Ce monde de justice et de progrès est fondé sur la démocratie et le respect des droits de l'Homme. M. L. King Jr est un leader qui a su traduire son engagement en acte civique sans trahir sa mission et sa société et il restera une légende populaire.

Alassane Abdoulaye DIA,
Université Gaston Berger de Saint-Louis
Participant au programme
Mandela Washington Fellowship.

Le département américain de l'Agriculture finance un atelier régional sur la biotechnologie

L'Attachée de presse de l'Ambassade des États-Unis à Dakar, Mme Kristine Marsh, a ouvert ce 19 août un atelier de communication sur la biotechnologie agricole. Cet atelier de trois jours a été financé par le département américain de l'Agriculture (USDA) et organisé par la Fondation du Conseil international d'information sur l'alimentation (IFIC), en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Des participants et des intervenants de neuf pays africains se sont joints à des experts et législateurs sénégalais pour proposer une meilleure articulation de la biotechnologie agricole et de la politique en matière de sûreté agricole. Ils ont passé en revue différents sujets importants, tels que: ce que l'on entend par biotechnologie agricole, la terminologie de la biotechnologie et la façon dont la science pourrait aider l'Afrique de l'Ouest à combattre la sécheresse et le changement climatique, et améliorer la rentabilité pour les paysans.

Photo de famille des participants.

Cet atelier a permis aux participants de discuter et de comprendre les différents aspects de la biotechnologie agricole et permettre aux différents pays de prendre des décisions informées en matière de politique dans ce domaine.

Le troisième jour de l'atelier a été consacré aux journalistes, afin d'aider la presse à relayer des informations sur les sciences de la biotechnologie au grand public.
Pour plus de photos, visitez : http://ow.ly/BhaKN.

Vue de la salle de l'atelier.

Numéro 137 • Septembre-Octobre 2014

Une employée de l'ambassade des États-Unis porte assistance à un élève de Kolda

Confinée elle-même à un fauteuil roulant, Vicki Löffelmann du Consulat de l'Ambassade des États-Unis sait à quel point il est difficile pour les personnes vivant avec un handicap d'accéder aux services publics. Pour Bacary Mballo, jeune ressortissant de Gadpara (région de Kolda), ce problème risquait de compromettre son cursus éducatif.

Bakary dans son nouveau fauteuil roulant

Le jeune Bacary Mballo voulait aller à l'école, un souhait partagé par les responsables de son quartier. A la suite d'un forum communautaire soutenu par le projet Education Priorité Qualité de l'USAID (USAID/EPQ), les résidents du quartier décidèrent de lever des fonds pour l'achat d'un fauteuil roulant pour Bacary.

Comme il n'y avait pas de fauteuil roulant en vente à Kolda, les responsables de son école se tournèrent alors vers le projet USAID/EPQ qui s'adressa à son tour à l'Ambassade des États-Unis. Mis au courant de cette demande d'assistance, Vicki et son mari Vinny décidèrent de remettre en état un fauteuil roulant supplémentaire dont ils disposaient en remplaçant les pneus, et de l'envoyer à Kolda avec une lettre d'encouragement pour Bacary.

Avec l'argent de la collecte organisée par le quartier, les responsables de l'école ont pu construire des rampes pour aider Bacary à accéder à sa salle de classe et à d'autres installations scolaires.

N'étant pas en mesure de se rendre à Kolda pour remettre elle-même le fauteuil à Bacary, Vicki lui a adressé une note dans laquelle elle dit que malgré son handicap, elle a été en mesure de faire des études universitaires, travailler dans le monde des entreprises, et fonder une famille avec Vinny. Vicki sera bientôt mère de famille.

Vicki Löffelmann en compagnie de son mari

«J'espère que grâce à ce fauteuil roulant tu te sentiras suffisamment libéré et indépendant pour poursuivre tous tes rêves», a écrit Vicki. «Le fait d'utiliser un fauteuil roulant ne constitue pas une limitation. C'est tout simplement une autre façon de s'adapter et de trouver des moyens créatifs de faire ce que l'on veut faire».

En acceptant le fauteuil, Bacary a laissé entendre qu'il allait changer sa vie. «Je vais suivre vos conseils pour atteindre tout ce que je veux dans ma vie et ne rien laisser me détruire. Je ferai le maximum pour pouvoir réussir comme vous», a-t-il ajouté

Propos du président Obama à la séance d'ouverture du sommet États-Unis-Afrique

Bonjour, tout le monde. Michelle et moi sommes honorés de vous avoir reçus à dîner hier soir, vous et vos charmantes épouses. J'espère que personne ne s'est couché trop tard. Cette soirée a été l'occasion de célébrer les liens entre nos peuples. Et ce matin, nous poursuivons nos travaux, et c'est un privilège pour moi de vous accueillir à ce premier sommet États-Unis-Afrique.
Je tiens aussi à remercier notre secrétaire d'État, John Kerry, et tout le monde ici au département d'État qui nous reçoit aujourd'hui. John et son équipe s'emploient admirablement bien à approfondir notre partenariat avec un si grand nombre de vos pays. Alors, John, merci pour votre travail remarquable.

Pour commencer, je tiens à souhaiter la bienvenue au président Condé, de la Guinée, et à signaler que deux dirigeants n'ont pas été en mesure de se joindre à nous – la présidente Sirleaf, du Libéria, et le président Koroma, de la Sierra Leone. Nous sommes reconnaissants à leurs délégations d'être présentes, au moment où ces pays font face à une situation très difficile chez eux. Nous tous qui sommes ici aujourd'hui, nous tournons nos pensées et nos prières vers ceux qui sont affectés par le virus Ébola, en particulier ceux qui ont perdu des êtres chers.
Les États-Unis et leurs partenaires internationaux continueront à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider nos partenaires africains à répondre à cette crise et manifester notre solidarité avec le peuple de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone. Ils ont surmonté de grands défis par le passé, et ils puisent dans ce même esprit de force et de résilience aujourd'hui.
Nous sommes assemblés ici cette semaine parce que, quand bien même le continent se heurte à des défis de taille, comme je l'ai dit hier soir, je suis convaincu qu'une nouvelle Afrique est en train d'émerger. Avec certaines des économies à la croissance la plus rapide au monde, une classe moyenne qui se développe, la population la plus jeune de la planète et une croissance démographique la plus rapide au monde, l'Afrique contribuera à façonner le monde comme elle ne l'a jamais fait auparavant.
Qui plus est, les progrès de l'Afrique se font grâce à l'initiative des Africains, y compris des dirigeants représentés ici aujourd'hui. Davantage de gouvernements embrassent les réformes économiques, attirent les investissements à un niveau sans précédent. Les gains enregistrés en matière de développement, l'accroissement de la production agricole, la baisse des taux de maladies infectieuses se font sur la base de plans africains. Des forces de sécurité africaines et des gardiens de la paix africains risquent leur vie pour faire face à des menaces régionales. Une nouvelle génération de jeunes Africains fait entendre sa voix.
La progression de l'Afrique est synonyme de possibilités pour nous tous – y compris celle de transformer la relation entre les États-Unis et l'Afrique. Comme je l'ai dit au Cap l'année dernière, le moment est venu d'établir un nouveau modèle de partenariat entre l'Amérique et l'Afrique – un partenariat entre égaux qui mise sur la capacité des Africains à résoudre les problèmes et sur la capacité de croissance de l'Afrique. C'est pour cela que nous sommes ici.

À mes homologues, je tiens à dire merci, à vous et à vos équipes, de nous avoir aidés à établir l'ordre du jour. Notre travail peut compléter les précieuses contributions déjà faites cette semaine par les groupes de la société civile, le secteur privé, les jeunes Africains et, lors de la première session de ce sommet, nos communautés confessionnelles, qui font tant pour nourrir la relation entre les États-Unis et l'Afrique. Elles ont beau être différentes, nos traditions religieuses nous rappellent la dignité inhérente à tout être humain et elles nous rappellent aussi que notre action en tant qu'État doit être ancrée dans l'empathie et la compassion les uns envers les autres, comme frères et sœurs.
L'occasion s'offre à nous aujourd'hui de nous concentrer sur trois grands domaines dans lesquels nous pouvons progresser ensemble.
Premièrement, nous avons la possibilité d'accroître les échanges commerciaux, source d'emplois. Les nouveaux accords commerciaux et investissements que j'ai annoncés hier constitue une mesure importante. Et aujourd'hui, nous pouvons nous concentrer sur ce que nous pouvons faire, en tant que gouvernements, pour accélérer ces investissements : réformes économiques et réglementaires, intégration régionale et développement, et ce afin que la croissance repose sur une vaste assise, en particulier

parmi les femmes, dont l'autonomisation est indispensable pour que les économies puissent vraiment prospérer.
Deuxièmement, nous avons la possibilité de renforcer la gouvernance dont dépendent la croissance économique et les sociétés libres. Aujourd'hui, nous pouvons nous concentrer sur les ingrédients du progrès : l'État de droit, un gouvernement ouvert, des institutions responsables et transparentes, des sociétés civiles robustes et le respect des droits universels de l'homme, pour tous.
Et enfin, nous avons l'occasion d'approfondir notre coopération en matière de sécurité contre des menaces communes. Comme je l'ai dit, les forces de sécurité africaines et les gardiens de la paix africains sont en tête de ligne à travers le continent. Les États-Unis, votre partenaire, sont fiers de soutenir ces efforts. Et aujourd'hui, nous pouvons nous concentrer sur la manière dont nous pouvons continuer à renforcer la capacité de l'Afrique à faire face à ces menaces transnationales et, ce faisant, rehausser la sécurité de tous nos pays.
Bref, nous ne sommes pas là seulement pour bavarder. Nous sommes ici pour agir – pour prendre des mesures concrètes de façon à faire fond sur les progrès de l'Afrique et à forger les partenariats entre égaux que nous recherchons. Alors, mes chers homologues, je vous dis encore merci d'être ici. J'ai hâte qu'on travaille ensemble aujourd'hui.
Je voudrais maintenant inviter le président Aziz, de Mauritanie, l'actuel président de l'Union africaine, à prendre la parole.

Coopération en matière de sécurité alimentaire

Depuis son entrée en fonction au moment où sévissait une crise financière et alimentaire mondiale, le président Obama a fait de la sécurité alimentaire une priorité de sa politique étrangère. Faisant fond sur les engagements pris d'abord par les dirigeants africains lors du Sommet de l'Union Africaine (UA) à Maputo en 2003, le Président a piloté en 2009 le lancement d'une initiative mondiale de sécurité alimentaire lors de la réunion du G8 à Aquila, en Italie; puis, peu de temps après, il a lancé le projet Feed the Future qui investit l'aide américaine dans des plans nationaux de sécurité alimentaire, œuvre pour la promotion de la recherche et de l'innovation dans l'agriculture, et contribue au renforcement des capacités de nos partenaires. Trois ans plus tard, lorsqu'il a accueilli la réunion du G8 de 2012 à Camp David, le Président s'est joint aux dirigeants du G8 et à ceux de pays africains, ainsi qu'à la Commission de l'Union Africaine et au secteur privé pour lancer la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, dont l'objectif est de sortir 50 millions de personnes de la pauvreté en Afrique subsaharienne d'ici 2022.

Cette année, l'UA s'est penchée de nouveau sur ses engagements de 2003 et a déclaré que 2014 serait l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Au sommet de l'Union Européenne à Malabo en juin, les dirigeants africains sont convenus d'accélérer la croissance agricole, celle-ci étant leur principale stratégie pour mettre un terme à la pauvreté en Afrique, de réduire la vulnérabilité aux risques liés au climat et aux évènements météorologiques, de mettre à échelle la résilience et la gestion des risques et d'éliminer la faim en Afrique d'ici 2025 grâce aux engagements pris, lesquels comprennent la réduction des retards de croissance chez les enfants. Au sommet États-Unis-Afrique, la Commission de l'Union Africaine a présenté ses plans pour une feuille de route destinée à mettre en œuvre les engagements pris dans la Déclaration de Malabo, y compris les mesures visant à renforcer la résilience aux risques liés au climat et aux évènements météorologiques par le biais de l'agriculture intelligente face au climat (Climate-Smart Agriculture, CSA). Les États-Unis ont affirmé leur soutien et offert une assistance technique durable afin d'incorporer la CSA aux plans nationaux et régionaux et d'employer les données et les modèles météorologiques ainsi que la formation pour aider les pays à adopter des mesures d'agriculture intelligente. Les États-Unis se sont également engagés à fournir une aide technique afin de soutenir les efforts nationaux et ceux de la Commission de l'UA qui visent à autonomiser, sur le plan économique, les femmes dans l'agriculture.

Le président Barack Obama s'est joint aux leaders africains pour une photo de groupe lors de la Sommet des leaders des États-Unis-Afrique au Département d'État américain.

Forger des partenariats pour contrer le terrorisme en Afrique

Comme l'ont démontré en 1998 les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie, les terroristes basés en Afrique menacent les intérêts américains en plus de ceux de nos partenaires africains. Le gouvernement des États-Unis n'a pas de priorité plus importante que celle de protéger ses citoyens contre les attaques de terroristes et d'extrémistes violents. Mais nos efforts contre le terrorisme en Afrique sont également motivés par le fait que les groupes extrémistes déchirent les communautés dans de nombreuses régions d'Afrique, privent les jeunes de leur avenir, entravent la croissance économique et empêchent la population de réaliser son plein potentiel. Des groupes terroristes africains, tels que les Shebab, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Boko Haram et Ansar Bayt Al-Maqdis (ABM) menacent la sécurité et la prospérité d'Africains sur l'ensemble du continent.

Le président Barack Obama et les dirigeants africains participent au Sommet des leaders des États-Unis-Afrique au département d'État américain à Washington, DC.

Les États-Unis sont résolus à œuvrer de pair avec ses partenaires africains pour répondre aux menaces immédiates et construire les institutions de sécurité solides et professionnelles qui sont indispensables à la réalisation d'objectifs à long terme dans la lutte contre le terrorisme.

Ces partenariats États-Unis/Afrique font appel à l'ensemble des outils comme: forces armées, diplomatie, mesures financières, renseignement, application de la loi et développement. Les États-Unis construisent la capacité des secteurs de la sécurité et de la justice des partenaires africains afin de contrer le terrorisme d'une manière qui soit conforme à l'État de droit, et ils renforcent celle de leur gouvernement et de leur société civile à lutter contre l'extrémisme violent et à neutraliser les idéologies violentes avant qu'elles ne se propagent.

Initiative en matière de sécurité entre les États-Unis et 6 partenaires africains

Le 07 août 2014, le président Obama a annoncé la *Security Governance Initiative* (SGI), une nouvelle initiative conjointe des États-Unis et de six pays partenaires africains, laquelle offre une méthode globale destinée à améliorer la gouvernance dans le secteur de la sécurité ainsi que la capacité de faire face aux menaces.

L'Afrique est une région dynamique et diverse qui enregistre des gains considérables en matière de croissance économique et de développement, et les États africains redoublent de plus en plus d'efforts pour relever les défis sécuritaires. Mais les menaces transfrontalières et nationales entravent ces progrès, et les lacunes qui persistent dans la capacité sécuritaire compromettent le règlement des problèmes tant internes qu'externes. Les groupes terroristes demeurent opérationnels sur le continent; les activités illicites -- traite des personnes, trafic de la drogue, des armes et d'espèces sauvages, et piraterie, par exemple –mettent à mal le dispositif de sécurité et contribuent à financer des opérations criminelles, voire terroristes dans certains cas; et les conflits nationaux et régionaux.

Dans ce contexte, les États-Unis demeurent engagés à œuvrer en synergie avec leurs partenaires africains et à leur fournir de l'aide afin qu'ils renforcent leur secteur de la sécurité. La SGI est une nouvelle initiative présidentielle qui se fonde sur une méthode améliorée d'apporter de l'aide en matière de sécurité, en commençant dans six pays : Ghana, Kenya, Mali, Niger, Nigeria et Tunisie.

- Chacun de ces six pays a démontré sa volonté de partenariat avec les États-Unis, exprimé son désir de renforcer son secteur de la sécurité et fait siens les éléments principaux de l'initiative.
- Au cours de la première année, 65 millions de dollars seront alloués à l'initiative. Dans les années suivantes, les États-Unis fourniront un financement additionnel proportionné aux besoins du programme et selon son élargissement à d'autres pays.
- Les États-Unis et les pays africains participant à l'initiative œuvreront en synergie pour améliorer les capacités des institutions du secteur de la sécurité afin de protéger la population civile et de contrer les défis et les menaces dans un souci d'intégrité et de responsabilité. Pour assurer sa viabilité à long terme, la SGI exigera des engagements financiers pluriannuels de la part des États-Unis ainsi que l'engagement durable des pays partenaires, aux plus hauts niveaux, d'adopter des politiques à l'appui des objectifs convenus.

L'USAID va investir 38 millions de dollars dans de nouveaux centres régionaux de leadership

Les centres régionaux de leadership visent à offrir une gamme élargie de possibilités aux futures élites africaines, comme ces jeunes gens qui ont rencontré le président Obama le 28 juillet (Ndèye Absa Gning du Sénégal à gauche, au premier rang).

Les futurs dirigeants de l'Afrique verront davantage de possibilités s'offrir à eux grâce à un programme régional de leadership que le président Obama a dévoilé le 28 juillet 2014.
L'Agence américaine pour le développement international (USAID) va allouer plus de 38 millions de dollars à quatre centres régionaux de leadership qui auront pour vocation de dispenser une formation à des millions de jeunes Africains pressentis parmi les futures élites du continent et d'encourager l'établissement de liens, la créativité et la collaboration dans des secteurs d'importance cruciale pour la croissance et le développement de l'Afrique.

Des entreprises et fondations africaines et américaines vont apporter des fonds de contrepartie d'un montant total supérieur à l'investissement de l'USAID, la fondation Mastercard s'étant notamment engagée à verser 10 millions de dollars sur une période de cinq ans.
Le président Obama a dévoilé ce programme dans le cadre d'une rencontre avec 500 *Mandela Washington Fellows*, des participants à un programme destinés à des jeunes Africains d'exception qui font partie de son Initiative en faveur des jeunes leaders africains (YALI).
«En rencontrant de jeunes leaders à travers l'Afrique, j'ai vu de mes propres yeux l'énergie et la créativité incroyables de cette jeunesse qui stimulent et influencent les progrès au fil des siècles. En mettant en contact ces éléments brillants avec les "autoroutes mondiales de l'innovation", l'initiative du président en faveur des jeunes leaders africains donnera à une nouvelle génération les moyens de transformer le continent et leurs collectivités», a déclaré Rajiv Shah, l'administrateur de l'USAID.

Ces centres s'adresseront non seulement aux jeunes d'exception âgés de 18 à 35 ans, issus d'horizons variés, auxquels ils proposeront une formation en leadership, mais aussi aux pépinières d'entreprises. Ils s'appliqueront en outre à développer les contacts professionnels entre les leaders africains.
Implantés en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya et au Sénégal, ces centres fonctionneront sur le modèle du partenariat public-privé afin de tirer le meilleur parti de l'ingéniosité et du dynamisme du secteur privé ainsi que des ressources programmatiques et éducatives de l'USAID.
Les participants à l'initiative YALI et les autres Fellows étaient à Washington en prévision du premier sommet États-Unis-Afrique.
Si vous voulez voir les vidéos des différents évènements organisés à l'honneur des 500 *Mandela Washington Fellows, visitez* : *http://ow.ly/BhabE* et pour les photos visitez : http://ow.ly/BhahA.

La campagne «Faire des affaires en Afrique»

Par le biais de la campagne «Faire des affaires en Afrique» (DBIA), le gouvernement américain renforce ses relations commerciales avec le continent africain, région diversifiée offrant des débouchés considérables pour les échanges et les investissements, au sein de marchés nationaux aussi bien que régionaux. Avec un taux de croissance attendu à 5,4 % pour 2014, l'Afrique devance la croissance mondiale. Les exportations de biens et services américains vers l'Afrique ont atteint en 2013 le niveau record de 50,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 40 % depuis 2009. Ces exportations ont soutenu 250 000 emplois aux États-Unis.

Nouveaux engagements pour une extension substantielle de la campagne DBIA

Lors du forum d'affaires États-Unis-Afrique, le président Obama a annoncé le déblocage d'un nouveau fonds de 7 milliards de dollars pour promouvoir les exportations et investissements américains à destination de l'Afrique dans le cadre de la campagne DBIA. Les entreprises américaines, pour leur part, ont annoncé de nouveaux contrats dans les domaines de l'énergie propre, de l'aviation, de la banque et du bâtiment pour une valeur supérieure à 14 milliards de dollars, en plus des 12 milliards de dollars de nouveaux apports injectés au titre de l'initiative Power Africa du président par les partenaires du secteur privé, la Banque mondiale et le gouvernement suédois. Au total, ces nouveaux fonds représentent une enveloppe de plus 33 milliards de dollars, qui viendront soutenir la croissance économique en Afrique et des centaines de milliers d'emplois aux États-Unis.

La campagne DBIA encourage l'engagement commercial américain en Afrique en tirant parti des moyens dont dispose le gouvernement américain pour aider les entreprises à recenser et à saisir les perspectives de débouchés et pour dialoguer avec la diaspora africaine aux États-Unis. La campagne DBIA, lancée en novembre 2012, vise quatre grands objectifs :

- Mettre les entreprises américaines en relation avec des partenaires africains ;
- Soutenir l'investissement américain en Afrique, qu'il soit nouveau ou déjà existant ;
- Elargir l'accès des entreprises américaines au financement de leurs exportations vers l'Afrique ;
- Réduire les obstacles au commerce et à l'investissement en Afrique.

Les engagements sur deux ans pris par le gouvernement américain en soutien à la campagne DBIA et récemment annoncés sont détaillés ci-après.

Le président Barack Obama parle avec Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, au cours du dîner offert par la Maison Blanche.

Destinataire :

Quoi de neuf

Le département d'Etat américain annonce des réajustements des frais pour certains services consulaires, comme les services pour le visa et les services aux citoyens américains, à partir du 12 septembre 2014. Pour en savoir plus sur ces réajustements qui s'appliquent dans tous les consulats américains à travers le monde, visitez travel.state.gov.

Panaroma est aussi en version électronique. Si vous souhaitez recevoir votre magazine par email, envoyez nous un message sur la page Facebook de l'Ambassade
Adresse: http:**//www.facebook.com/usembassydakar**

Panorama
Directeur de la publication : Kristine MARSH
Rédacteur en chef : Oumar WATT
Composition : Ndèye Fatou WILANE
Conception - Réalisation : POLYKROME
Route des Almadies • BP 49 Dakar Sénégal
Tél. (221) 33 879 40 00 • Fax: (221) 33 822 23 45
http://dakar.usembassy.gov

U.S. EMBASSY DAKAR